

MARCHÉS PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CCTP établi par référence au Code de la commande publique et aux dispositions de l'article L. 1321-5 du Code de la santé publique relatif à :

PRÉLÈVEMENTS ET ANALYSES DU CONTRÔLE SANITAIRE DES EAUX - GUADELOUPE, SAINT MARTIN ET SAINT-BARTHÉLEMY

Personne Publique :

**Agence de Santé de Guadeloupe, Saint Martin et Saint-Barthélemy
(ARS)
Bisdary
97113 Gourbeyre**

APPEL D'OFFRES OUVERT

La procédure de consultation utilisée est un appel d'offres ouvert alloti en application des articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2 du Code de la commande publique et des articles L.1321-5, L.1322-13, L.1332-6 et L.1332-9 du Code de la santé publique pour tout ce qui relève de l'exécution financière.

SOMMAIRE

I – PREAMBULE.....	4
II - DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	4
<i>ARTICLE 1^{ER} : OBJET DU MARCHE.....</i>	<i>4</i>
<i>ARTICLE 2 : PRESTATIONS A REALISER.....</i>	<i>5</i>
<i>ARTICLE 3 : DENOMINATION.....</i>	<i>6</i>
III - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE.....	6
<i>III A – DISPOSITIONS GENERALES.....</i>	<i>6</i>
<i>ARTICLE 4 : AGREMENT DU OU DES LABORATOIRE(S) TITULAIRE(S) DU MARCHE.....</i>	<i>6</i>
<i>ARTICLE 5 : NOTION DE RESPONSABLE TECHNIQUE DU MARCHE.....</i>	<i>6</i>
<i>ARTICLE 6 : CLAUSES DE CONFIDENTIALITE.....</i>	<i>7</i>
<i>ARTICLE 7 : DISPONIBILITE DU TITULAIRE.....</i>	<i>7</i>
<i>ARTICLE 8 : ASTREINTES DE FONCTIONNEMENT.....</i>	<i>7</i>
<i>ARTICLE 9 : INFORMATION EN URGENCE DE L'ARS DE GUADELOUPE.....</i>	<i>8</i>
<i>III B : DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRELEVEMENTS ET ANALYSES REALISEES SUR SITE.....</i>	<i>9</i>
<i>ARTICLE 10 : PRELEVEURS.....</i>	<i>9</i>
<i>ARTICLE 11 : MODALITES DE REALISATION DES PRELEVEMENTS ET DES ANALYSES SUR SITE.....</i>	<i>9</i>
<i>ARTICLE 12 : ORGANISATION DES TOURNEES DE PRELEVEMENTS.....</i>	<i>10</i>
<i>ARTICLE 13 : FICHE DE PRELEVEMENT.....</i>	<i>10</i>
<i>ARTICLE 14 : TRANSPORT, CONSERVATION ET CONDITIONNEMENT DES ECHANTILLONS.....</i>	<i>10</i>
<i>ARTICLE 15 : TRAÇABILITE.....</i>	<i>11</i>
<i>ARTICLE 16 : GESTION DES ECHANTILLONS PRELEVES PAR L'ARS DE GUADELOUPE.....</i>	<i>11</i>
<i>III C : DISPOSITIONS RELATIVES AUX ANALYSES EN LABORATOIRE.....</i>	<i>11</i>
<i>ARTICLE 17 : METHODES D'ANALYSES.....</i>	<i>11</i>
<i>ARTICLE 18 : DELAI DE MISE EN ŒUVRE DES ANALYSES ET CONTENU DES ANALYSES.....</i>	<i>12</i>
<i>ARTICLE 19 : TRANSMISSION DES RESULTATS.....</i>	<i>12</i>

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

I – Préambule

Le marché est établi sur le fondement des articles L. 1321-5, L. 1332-6 et L. 1332-9 du Code de la santé publique.

L'article L. 1321-5 du Code de la santé publique précise que :

"Le contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine, qui relève de la compétence de l'Etat, comprend notamment des prélèvements et des analyses d'eau réalisés par l'Agence régionale de santé ou un laboratoire agréé par le ministre chargé de la santé et choisi par le directeur général de l'agence. Ces analyses sont effectuées soit dans le cadre du programme de contrôle mentionné au c du 1° de l'article L. 1431-2, soit à la demande du représentant de l'Etat dans le département, soit à l'initiative du directeur général de l'agence. Le directeur général de l'agence régionale de santé est chargé de l'organisation du contrôle sanitaire des eaux. Il passe à cet effet, avec un ou des laboratoires agréés, le marché nécessaire. Il est la personne responsable du marché. Le laboratoire agréé, titulaire du marché, est chargé de recouvrer les sommes relatives aux prélèvements et analyses du contrôle sanitaire des eaux auprès de la personne publique ou privée responsable de la production ou de la distribution d'eau."

De plus, les articles L. 1332-6 et L. 1332-9 du Code de la santé publique précisent que les conditions de réalisation du contrôle sanitaire, pour les eaux de loisirs (piscines et baignades) sont identiques à celles prévues pour les eaux destinées à la consommation humaine mentionnées à l'article L. 1321-5 du Code de la santé publique.

II - Description des prestations

Article 1^{er} : Objet du marché

Le marché concerne :

- les prélèvements d'échantillons d'eau et les analyses réalisées sur site dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux ;
- les analyses réalisées en laboratoire sur les échantillons d'eaux prélevés dans le cadre de ce contrôle.

Le marché concerne :

- le contrôle sanitaire des **eaux destinées à la consommation humaine** (eaux fournies par un réseau de distribution public ou privé offrant de l'eau au public, eaux de source et eaux rendues potables par traitement conditionnées, eaux utilisées dans une entreprise alimentaire non raccordée au réseau public, eaux servant à la fabrication de glace alimentaire, etc...) par référence :
 - aux articles R. 1321-15 à R. 1321-22 du Code de la santé publique ;
 - à l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du Code de la santé publique ;
 - à l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux utilisées dans une entreprise alimentaire ne provenant pas d'une distribution publique, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du Code de la santé publique ;
 - à l'arrêté du 14 mars 2007 relatif aux critères de qualité des eaux conditionnées, aux traitements et mentions d'étiquetage particuliers des eaux minérales naturelles et de source conditionnées ainsi que de l'eau minérale naturelle distribuée en buvette publique
 - à l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la santé publique ;

- à l'arrêté préfectoral n°04-811/DSDS/SE du 15/06/2004 définissant le programme du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine, en application des dispositions de l'article R. 1321-15 du Code de la santé publique ;
- à l'arrêté préfectoral n°2012/356/SG/SCI/ARS du 3 avril 2012 fixant les conditions de réalisation du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine distribuée par les installations équipées de filtre à charbon actif de Belle Terre à Goubeyre et de Gommier à Trois Rivières ;
- à l'arrêté du 22 octobre 2013 modifié relatif aux analyses de contrôle sanitaire et de surveillance des eaux conditionnées et des eaux minérales naturelles utilisées à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal ou distribuées en buvette publique ;
- le contrôle sanitaire des **eaux de loisirs** (piscines et baignades) par référence :
 - aux articles D. 1332-1 à D. 1332-13 du Code de la santé publique pour les piscines ;
 - au décret du 18 septembre 2008 relatif à la gestion de la qualité des eaux de baignade et des piscines.

Le marché concerne le département de la GUADELOUPE, y compris les Iles du Sud, et les collectivités d'outre-mer de SAINT-MARTIN et de SAINT-BARTHELEMY.

Article 2 : Prestations à réaliser

Les prestations de prélèvements et d'analyses concernent exclusivement les lots suivants :

Lot n°	Nature	Responsable technique
1	Prélèvements et analyses des eaux destinées à la consommation humaine	ARS
2	Prélèvements et analyses des eaux de piscines	ARS
3	Prélèvements et analyses des eaux de baignades	ARS

L'ARS de Guadeloupe élabore les programmes du contrôle sanitaire des eaux que le titulaire du marché doit réaliser (voir détail au 1 des annexes par lot).

Le programme de prélèvements et d'analyses énoncé dans le présent marché correspond à une valeur estimative et peut évoluer (en fréquence et/ou en contenu) pour les raisons suivantes :

- modification de la réglementation ;
- ouvertures ou fermetures d'installations de production ou de distribution d'eau ;
- modification de l'activité et/ou des caractéristiques d'une ou plusieurs installations ;
- demandes de prélèvements et d'analyses supplémentaires afin de préciser un résultat et ou de rechercher la cause d'un mauvais résultat d'analyse ou en cas de crise majeure (cf. articles R. 1321-16, R. 1321-17, R. 1321-18, R. 1322-42, D. 1332-14 et D. 1332-23 du Code de la santé publique) ;
- diminution du nombre de prélèvements et d'analyses en raison de la prise en compte des analyses de surveillance réalisées par l'exploitant (cf. article R. 1321-24 du Code de la santé publique) ;
- création ou fermeture d'un site de baignade ou d'une piscine.

A la notification du marché, un bon de commande couvrant l'année en cours reprenant le détail des prélèvements et analyses figurant dans les annexes du présent C.C.T.P. est fourni au titulaire. Des demandes complémentaires par mail peuvent être émises en cours d'année par l'ARS de Guadeloupe. Un bon de commande rectificatif est transmis en fin d'année.

Le titulaire s'organise pour réaliser le contrôle sanitaire selon les dispositions figurant au 2 des annexes par lot.

L'ARS de Guadeloupe peut demander au titulaire, une modification du programme du contrôle sanitaire pour tenir compte d'impératifs d'ordre sanitaire, des évolutions des installations ou d'évolution de la réglementation. Cette demande sera faite dans les formes précisées au 3 des annexes par lot.

Article 3 : Dénomination

Pour chaque lot mentionné à l'article 2, le titulaire du marché peut être un laboratoire unique ou un groupement de laboratoires. Dans la suite du C.C.T.P., seul le terme « titulaire » est utilisé.

III - Conditions d'exécution du marché

III a – Dispositions générales

Article 4 : Agrément du ou des laboratoire(s) titulaire(s) du marché

Le titulaire du marché et, en cas de groupement, l'ensemble de ses cotraitants, doivent être un laboratoire agréé par le ministère chargé de la santé pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux en application :

- des articles R. 1321-19, R. 1321-21, R. 1322-44-3, D. 1332-12 et D.1332-24 du Code de la santé publique ;
- de l'arrêté du 24 janvier 2005 modifié (*modifié par les arrêtés du 11 mars 2005 et du 30 décembre 2006*) relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux (agrément pour le contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles et pour le contrôle sanitaire des eaux de piscines et de baignades) ;
- de l'arrêté du 19 septembre 2011 fixant la liste des laboratoires agréés par le ministère chargé de la santé pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux.
- de l'arrêté du 30 décembre 2022 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les laboratoires réalisant les prélèvements et les analyses de surveillance des eaux conditionnées et des eaux minérales naturelles utilisées à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal ou distribuées en buvette publique

Le titulaire qui ne satisferait plus à une ou plusieurs conditions d'agrément, s'engage à en informer sans délai l'ARS de Guadeloupe. De la même façon, il s'y engage pour tous les intervenants du présent marché.

Le justificatif de dépôt de la demande de renouvellement d'agrément et d'accréditation auprès de l'ANSES et/ou du ministère de la santé devra parvenir à l'ARS de Guadeloupe au plus tard 180 jours avant la date d'expiration de l'agrément concerné. La non-transmission de ces justificatifs dans le temps imparti et de l'agrément et l'accréditation une fois obtenus engendrera la résiliation du présent marché.

Article 5 : Notion de responsable technique du marché

Le titulaire désigne dans son offre, par lot, un correspondant technique du contrôle sanitaire des eaux et un suppléant (un correspondant technique et un suppléant pour chacun des lots), y compris dans le cas d'un groupement, pour toutes les questions relatives à l'organisation du présent marché et notamment pour :

- la planification des tournées de prélèvements et analyses sur site ;
- la réalisation des prélèvements ;
- la conservation et le transport des échantillons ;
- les délais de mise en œuvre et d'interprétation des analyses ;
- les délais de restitutions des résultats à l'ARS de Guadeloupe ;
- l'opérationnalité de la liaison numérique de transfert des résultats vers l'ARS de Guadeloupe au format spécifié par cette dernière ;
- la traçabilité des travaux réalisés ;
- la veille et l'application des évolutions réglementaires.

Tous les échanges relatifs aux prestations sont en langue française, y compris les éléments techniques relatifs au marché.

A cet effet, le titulaire transmet, dans son offre, les coordonnées des correspondants techniques désignés ainsi que celle de son astreinte.

Article 6 : Clauses de confidentialité

Le titulaire du marché est tenu à la plus stricte confidentialité concernant la communication d'informations relevant de l'exécution du marché. Il lui est interdit :

- de communiquer des éléments relatifs au planning des tournées de prélèvements d'échantillons d'eaux hormis pour les prélèvements nécessitant une prise de rendez-vous pour accéder aux points de prélèvements, afin de respecter le caractère inopiné des contrôles ;
- de communiquer les résultats d'analyses à d'autres destinataires que l'ARS de Guadeloupe et que l'exploitant destinataire de la facturation (personne responsable de la production ou de la distribution d'eau pour les eaux destinées à la consommation humaine ou exploitant de piscine ou de baignades, pour les seuls résultats qui concernent la qualité des eaux dont ils ont la responsabilité) ;
- de communiquer les renseignements, documents et objets dont il a pris connaissance dans le cadre de l'exécution de la prestation ou en raison de sa présence sur les installations ;
- d'exploiter des données analytiques issues du contrôle sanitaire sans accord préalable de l'ARS de Guadeloupe et du responsable du site contrôlé ;
- de répondre aux sollicitations directes de l'exploitant ou de toute autre personne quant à l'exécution du présent marché.

Article 7 : Disponibilité du titulaire

Réalisation des prélèvements :

Le titulaire du marché doit être en mesure de réaliser les prélèvements, chaque jour de la semaine du lundi au vendredi aux heures ouvrables du laboratoire précisées dans le mémoire technique du candidat.

Réception des échantillons pour les analyses réalisées en laboratoire :

Les jours et heures d'ouverture du lieu de réception des échantillons doivent être compatibles avec les obligations de l'ARS de Guadeloupe selon les modalités définies dans l'annexe par lot au présent C.C.T.P.

En cas d'urgence, le titulaire devra être en capacité de prendre en charge les échantillons dans un délai rapproché de quelques heures, de telle sorte que le temps écoulé entre l'acte de prélèvement et le début des analyses soit le plus court possible. La demande sera formulée par téléphone et confirmée par courrier électronique.

Accueil téléphonique :

L'ARS de Guadeloupe doit pouvoir joindre le ou les correspondant(s) technique(s) du laboratoire, pendant les jours et heures définis dans l'annexe par lot au présent CCTP. L'ARS de Guadeloupe doit pouvoir joindre une astreinte téléphonique en dehors de ces plages horaires.

Afin de coordonner l'organisation des prestations, des réunions seront planifiées tout au long du contrat entre l'ARS de Guadeloupe et les correspondants techniques du contrôle sanitaire des eaux accompagnés d'autres personnels du laboratoire à la demande de l'ARS de Guadeloupe ou du laboratoire.

Article 8 : Astreintes de fonctionnement

Le titulaire doit proposer dans son offre des astreintes de fonctionnement, hors jours et heures ouvrables.

Il indiquera, dans son dossier de candidature, les possibilités de réalisation des prélèvements et analyses, hors jours et heures ouvrables, et les conditions de ces interventions, afin de répondre le cas échéant aux besoins émanant du pouvoir adjudicateur.

Article 9 : Information en urgence de l'ARS de Guadeloupe

Tout résultat d'analyse (mesure de terrain et/ou analyse réalisée en laboratoire) ou toute observation d'incident (lors des tournées de prélèvements notamment) révélant ou susceptible de révéler une non-conformité aux exigences de qualité réglementaires ou une dégradation importante de la qualité de l'eau doit faire l'objet d'une information en urgence de l'ARS de Guadeloupe **par téléphone au moment du prélèvement (sur site) et confirmée par courrier électronique le jour même, sur la BALF « EDCH », pour le lot 1, et la BALF « EDL » pour les lots 2 et 3, en heures ouvrées + la BALF « ASTREINTES » en dehors des heures ouvrées.**

Le titulaire informe l'ARS de Guadeloupe des résultats des analyses selon les modalités définies au 6 des annexes par lot.

Le titulaire est tenu d'informer l'ARS de Guadeloupe, suivant la même procédure, de toute impossibilité d'assurer le prélèvement et/ou l'analyse quelle qu'en soit la raison.

La transmission d'un résultat provisoire susceptible de révéler une non-conformité ou une dégradation importante de la qualité de l'eau doit faire l'objet d'une confirmation ou infirmation dans les 24 heures.

S'agissant des piscines et des baignades, tous les résultats d'analyses de terrain sont transmis le jour même à l'ARS de Guadeloupe (fiche de prélèvement) et les résultats d'analyse de laboratoire (rapport d'analyse) sont transmis :

- pour les piscines, dans un délai de 3 jours ouvrés.
- pour les baignades dans un délai de 5 jours ouvrés.

Pour les établissements prioritaires (dont la liste sera transmise par l'ARS de Guadeloupe), en cas de non-conformité, cette transmission sera réalisée par téléphone et courriel. A partir du vendredi midi jusqu'au lundi matin, la transmission sera faite sur les coordonnées de l'astreinte ARS de Guadeloupe (qui seront communiquées par l'ARS de Guadeloupe).

Pour les autres établissements, en cas de non-conformité, la transmission sera faite par courriel.

III b : Dispositions relatives aux prélèvements et analyses réalisées sur site

Article 10 : Préleveurs

Le titulaire est **responsable** du choix de ses préleveurs pour les prélèvements qui lui sont confiés.

Il veille à ce que ces personnes disposent des compétences adéquates et de la maîtrise suffisante des procédures de prélèvement. Il conserve à la disposition de l'ARS de Guadeloupe toutes les informations prouvant la formation, initiale et continue, et la qualification de ses agents assurant les prélèvements dans le cadre du présent marché.

Le titulaire est tenu d'informer l'ARS de Guadeloupe du nom et de **la qualification** des agents chargés des prélèvements d'eau relatifs à ce marché, préalablement à toute prestation de ces derniers.

L'ARS de Guadeloupe fournit au titulaire du marché un document d'identification à remettre à chaque préleveur, le désignant comme préleveur en application de la réglementation en vigueur pour le contrôle sanitaire des eaux. Le code d'identification du préleveur doit être reporté sur tous les documents utilisés dans le cadre du présent marché (fiche de prélèvement d'échantillon d'eau, rapport d'analyses...). Le nom des préleveurs est clairement identifié sur les fiches de prélèvement et dans le transfert des fichiers.

Les préleveurs désignés par le titulaire doivent porter une tenue vestimentaire adaptée, sécurisée et en parfait état de propreté (vêtement de travail) et doivent faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers (personnels des opérateurs, public, etc.) et du pouvoir adjudicateur.

Les préleveurs devront respecter les consignes d'accès aux installations définies par l'exploitant (des installations AEP ou piscines).

Le titulaire n'est pas autorisé à ouvrir ou manœuvrer les installations sur lequel il doit faire le prélèvement. Il n'est autorisé qu'à ouvrir le robinet désigné par l'exploitant (des installations AEP ou piscines).

Les agents préleveurs identifiés pour la réalisation du contrôle sanitaire devront être disponible pour la réalisation de celui-ci de manière prioritaire au regard des autres clients du titulaire. Il n'est pas accepté que la réalisation du contrôle sanitaire ne puisse pas être réalisé sous les délais demandés par l'ARS de Guadeloupe en raison de l'indisponibilité des préleveurs du titulaire affectés à d'autres missions.

Article 11 : Modalités de réalisation des prélèvements et des analyses sur site

Le titulaire du marché doit respecter les textes réglementaires et circulaires suivantes en matière de prélèvements d'eaux :

- l'arrêté du 17 septembre 2003 relatif aux méthodes d'analyse des échantillons d'eau et à leurs caractéristiques de performance qui précise, dans son article 3, que les récipients contenant les échantillons, les produits chimiques ou méthodes utilisés pour conserver un échantillon en vue de l'analyse d'un ou de plusieurs paramètres, le transport et le stockage des échantillons ainsi que leur préparation en vue de l'analyse ne doivent pas être susceptibles de modifier les résultats de celle-ci par référence aux recommandations des normes d'échantillonnage en vigueur et notamment la norme NF EN ISO 5667-3 ;
- l'arrêté du 24 janvier 2005 modifié relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux qui rend obligatoire l'accréditation pour les prélèvements et les analyses réalisées sur site ;
- l'arrêté du 31 décembre 2003 relatif aux conditions d'échantillonnage à mettre en œuvre pour mesurer le plomb, le cuivre et le nickel dans les eaux destinées à la consommation humaine pris en application de l'article R. 1321-20 du Code de la santé publique et sa Circulaire d'application du 5 février 2004 qui précisent notamment les modalités d'échantillonnage pour le dosage de ces paramètres ;

Le titulaire doit respecter les prescriptions des normes et documents suivants :

- la norme NF EN ISO 19458 : Qualité de l'eau – Echantillonnage pour analyse microbiologique ;
- le fascicule FD T 90521 ; Guide technique de prélèvement pour le suivi sanitaire des eaux de piscine et baignades en application du Code de la santé publique.

Article 12 : Organisation des tournées de prélèvements

Le titulaire met à la disposition des préleveurs, y compris ceux de l'ARS de Guadeloupe, l'intégralité du matériel en assurant l'étalonnage et l'entretien, et des équipements nécessaires aux opérations de prélèvements, de mesures de terrain et de transport des échantillons, excepté la vêtue, les EPI et les véhicules pour les agents de l'ARS de Guadeloupe.

Le titulaire met à la disposition des préleveurs, y compris ceux de l'ARS de Guadeloupe, les procédures d'utilisation du matériel mis à disposition, ainsi que la liste du flaconnage pour chaque schéma d'analyses. Cette liste devra être actualisée et transmise aux préleveurs y compris ceux de l'ARS de Guadeloupe en cas de modification au cours du marché.

Le titulaire adresse à l'ARS de Guadeloupe un récapitulatif mensuel des prélèvements effectués, y compris les observations collectées sur le terrain selon les modalités définies au 5 des annexes par lot.

L'ARS de Guadeloupe peut, à tout moment, demander au titulaire, par courriel ou par courrier, d'effectuer des prélèvements supplémentaires dans un délai précisé au 7 des annexes par lot.

Dans le cas exceptionnel où il serait impossible au titulaire d'effectuer une prestation dans le délai requis, ce dernier notifiera immédiatement par courriel, cette impossibilité à l'ARS de Guadeloupe. La décision d'accorder ou non un délai supplémentaire est du ressort de cette dernière.

Article 13 : Fiche de prélèvement

Le titulaire s'engage à remplir correctement et complètement les fiches de prélèvement telles que décrites au 4 des annexes par lot à chaque prélèvement.

Les résultats des mesures réalisées sur site sont obligatoirement reportés sur la fiche de prélèvement.

Le préleveur note sur la fiche de prélèvement toute observation de terrain ayant un impact potentiel sur la prestation ou sur la qualité des eaux.

Article 14 : Transport, conservation et conditionnement des échantillons

Le titulaire du marché est responsable du conditionnement des échantillons : utilisation d'un flaconnage adapté et ajout des réactifs nécessaires à la réalisation des analyses de laboratoire. Une veille des dates de péremption des réactifs devra être réalisée par le titulaire

Le titulaire du marché assure techniquement et financièrement :

- lorsque le titulaire réalise le prélèvement : le transport des échantillons depuis le point de prélèvement jusqu'au(x) laboratoire(s) où sont réalisées les analyses ;
- lorsque l'ARS de Guadeloupe réalise le prélèvement :
 - en Guadeloupe continentale : le transport des échantillons depuis le point de collecte en Guadeloupe qui devra être défini par le titulaire dans son offre jusqu'au(x) laboratoire(s) chargé(s) des analyses. En cas de groupement, un seul point de collecte devra être identifié.
 - dans les îles du Sud : le transport des échantillons depuis le dépôt des échantillons au niveau de la gare maritime de Saint-François, pour la Désirade, de Pointe-à-Pitre pour Marie-Galante et de Trois-Rivières pour les Saintes jusqu'au(x) laboratoire(s) chargé(s) des analyses, ainsi que le coût du transport entre les îles du Sud et la Guadeloupe Continentale.
 - dans les îles du Nord, le transport des échantillons depuis la réception des échantillons au niveau de la gare maritime de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy et/ou de l'aéroport de Grand Case à Saint-Martin ou de l'aéroport de Rémy de Haenen à Saint Barthélemy qui devra être défini par le titulaire dans son offre jusqu'au(x) laboratoire(s) chargé(s) des analyses ainsi que le coût du transports, le respect des délais et de mise en analyse entre les îles du Nord et la Guadeloupe Continentale.
- l'envoi des échantillons au(x) laboratoire(s) chargé(s) des analyses.

Le titulaire doit veiller à préserver toutes les caractéristiques physiques, chimiques et biologiques des échantillons d'eau depuis sa prise en charge jusqu'au laboratoire où sont réalisées les analyses. Il a obligation de transporter les échantillons en vue d'une analyse microbiologique dans une enceinte réfrigérée et à température maîtrisée.

Le titulaire doit garantir que l'échantillon n'a pas subi de variation pendant le transport, notamment s'il a recours à des prestataires. Il doit garantir que l'échantillon, en vue d'une analyse microbiologique, n'a pas subi de variation de température pendant toute la durée de l'envoi ou du transport et ne pas se contenter d'un simple contrôle de température à l'arrivée.

Le titulaire doit tenir à disposition de l'ARS de Guadeloupe les éléments écrits justifiant la traçabilité de cette garantie.

Article 15 : Traçabilité

Pour les prélèvements réalisés par le laboratoire, le titulaire doit disposer d'un système de traçabilité des données relatives à l'échantillon depuis son prélèvement jusqu'à l'émission du rapport d'analyses par le laboratoire.

Pour les prélèvements réalisés par l'ARS de Guadeloupe, le titulaire doit disposer d'un système de traçabilité des données relatives à l'échantillon depuis sa prise en charge jusqu'à l'émission du rapport d'analyses par le laboratoire.

L'ensemble des informations relatives au prélèvement doivent être disponibles instantanément en cas d'anomalies.

Article 16 : Gestion des échantillons prélevés par l'ARS de Guadeloupe

Le titulaire devra prendre toutes les mesures pour :

- le cas échéant acheminer à l'ARS de Guadeloupe, pour les sites des Iles du Nord et des Iles du Sud, les flaconnages et autres matériels nécessaires aux prélèvements réalisés par ce dernier, dans les délais demandés ;
- prendre en charge les échantillons prélevés par l'ARS de Guadeloupe, pour les Iles du Nord et les Iles du Sud, conformément aux dispositions de l'article 7 du présent C.C.T.P.
- **s'assurer que l'ARS bénéficie d'un stock minimum de flaconnage**, et particulièrement pour les îles de Marie-Galante, Saint-Martin et Saint-Barthélemy, conformément aux dispositions précisées en 8 des annexes par lot.
- mettre à disposition des agents préleveurs de l'ARS de Guadeloupe continentale, les flaconnages et autres matériels nécessaires aux prélèvements réalisés par ces derniers, dans les délais demandés.

Les modalités de mise en œuvre de cette gestion sont précisées au 8 des annexes par lot.

III c : Dispositions relatives aux analyses en laboratoire

Article 17 : Méthodes d'analyses

Le titulaire du marché doit respecter les textes réglementaires et les circulaires suivantes en matière d'analyses d'échantillons d'eau :

- pour les échantillons d'eau destinée à la consommation humaine et les échantillons d'eau brute d'origine superficielle et souterraine utilisée pour la production d'eau destinée à la consommation humaine : l'arrêté du 17 septembre 2003 relatif aux méthodes d'analyse des échantillons d'eau et à leurs caractéristiques de performance et sa Circulaire d'application (circulaire DGS/SD7A n° 2003-445 du 17 septembre 2003 – texte non paru au Journal Officiel) ;
- pour les analyses de radioactivité des échantillons d'eaux destinées à la consommation humaine : l'arrêté du 12 mai 2004 fixant les modalités de contrôle de la qualité radiologique

des eaux destinées à la consommation humaine et la Circulaire n° DGS/EA4/2007/232 du 13 juin 2007 relative au contrôle et à la gestion du risque sanitaire liés à la présence de radionucléides dans les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exception des eaux conditionnées et des eaux minérales naturelles ;

- pour les échantillons d'eau de baignades : l'arrêté du 23 septembre 2008 relatif aux règles de traitement des échantillons et aux méthodes de référence pour les analyses d'eau dans le cadre de la surveillance de la qualité des eaux de baignade ;
- pour les échantillons d'eau de piscine : la norme NF T 90-421 : Essais des eaux – examens bactériologiques des eaux de piscine.

Le titulaire doit utiliser les méthodes pour lesquelles il a été agréé et rendre les résultats sous accréditation.

Si exceptionnellement, le titulaire ne peut rendre les résultats conformes aux seuils de quantification définis par la réglementation et/ou les résultats sous accréditation, il devra s'en justifier par écrit auprès de l'ARS de Guadeloupe et veiller à adapter sa technique analytique pour répondre à ces exigences.

Exceptionnellement sur demande de l'ARS de Guadeloupe, des techniques de mesures rapides peuvent être mobilisables (événement majeur...).

Article 18 : Délai de mise en œuvre des analyses et contenu des analyses

Les délais entre la prise en charge de l'échantillon d'eau et le début de l'analyse ne doivent pas excéder les limites décrites par le titulaire dans son offre.

Ces délais doivent respecter les délais fixés par les normes en vigueur pour les analyses ou pour les prélèvements. En cas d'incompatibilité entre les délais fixés par les normes en vigueur pour les prélèvements et ceux fixés par les normes en vigueur pour les analyses, les délais fixés par les normes analytiques priment.

En cas d'impossibilité, le titulaire doit immédiatement s'en justifier auprès de l'ARS de Guadeloupe.

Le contenu des analyses type ainsi que leur code dans le système informatique santé environnement eaux (SISE-EAUX et/ou AQUA-SISE et SISE-BAIGNADES) sont définis au 9 des annexes par lot.

Chaque type d'analyses précise la liste des paramètres avec identification de leur code, libellé et unité dans SISE-EAUX et/ou AQUA-SISE et SISE-BAIGNADES.

Le titulaire ne peut en aucun cas modifier le contenu des analyses sans l'accord préalable de l'ARS de Guadeloupe.

Article 19 : Transmission des résultats

Hors information en urgence prévue à l'article 9 du présent C.C.T.P., le titulaire transmet les résultats d'analyse dans les délais pour lesquels il s'est engagé dans sa réponse à l'acte d'engagement et selon les modalités définies aux 10, 11 et 12 des annexes par lot.

Le titulaire prendra toutes mesures pour que la transmission informatique des résultats d'analyses fonctionne, et que l'intégration des résultats dans les logiciels SISE et/ou AQUA-SISE soit automatique et sans rejet.

En cas d'intervention de plusieurs titulaires (titulaires différents pour les différents lots, co-traitants ou sous-traitants), les modalités de transfert des résultats vers le partenaire chargé de collecter et de transmettre tous les résultats à l'ARS de Guadeloupe seront décrites.

Toutefois pour un même lot et une même catégorie d'eau les transferts doivent être complet et ne pas présenter qu'une partie des résultats. Les types d'eau et d'analyses doivent être parfaitement distincts et identifiés.

Les documents sont transmis en langue française.

Liste des annexes :

- **LOT 1 : Eaux destinées à la consommation humaine**
- **LOT 2 : Eaux de piscines**
- **LOT 3 : Eaux de baignades**

*

* *